Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 32 (1940)
Heft: 2

Artikel: La situation économique à l'étranger en 1939
Autor: Leuthold, H.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384212

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

32me année | Février 1940 | No 2

La situation économique à l'étranger en 1939.

Par *H. Leuthold.*

Plus encore qu'au cours des années antérieures l'évolution économique, notamment en Europe, a été commandée par les armements; il est donc de moins en moins question d'un épanouissement naturel des forces économiques.

La reprise économique qui commençait à se manifester dans la plupart des pays vers la fin de 1938 s'est renforcée presque partout ensuite de l'accélération des armements. Elle se traduit par un accroissement du volume de la production industrielle et un recul du chômage. Il va sans dire que tous les secteurs de l'économie plus ou moins liés à la fabrication des armements ont profité de cette conjoncture; dans d'autres domaines, par contre, la tension politique permanente a paralysé l'initiative privée, ce que l'évolution du cours des actions reflète d'ailleurs nettement.

Depuis la déclaration de la guerre il est devenu extrêmement difficile, sinon impossible, d'obtenir des chiffres dignes de foi sur la situation économique des Etats belligérants. De nombreux renseignements, en particulier en ce qui concerne le volume de la production, ont cessé d'être publiés. Les Etats neutres eux-mêmes ont réduit ce que nous pourrions appeler leur publicité économique. Si nous tentons tout de même de nous faire une idée tant soit peu exacte de l'évolution de l'économie mondiale au cours de l'année qui vient de s'écouler, c'est ensuite de l'inéluctable nécessité de faire le point parce que jamais la situation économique de la Suisse n'a dépendu plus étroitement de la conjoncture mondiale.

Toute considération sur cette tragique année 1939 doit distinguer deux périodes: celle d'avant-guerre et celle de la guerre. Nous appliquerons cette division chronologique à tous les secteurs économiques que nous serons successivement appelés à examiner au cours de cette étude.

Entre les pays où la circulation des capitaux est encore libre, les migrations internationales du capital ont partiellement repris. Au printemps, l'effroi jeté dans les milieux financiers par l'entrée des troupes allemandes à Prague détermina de considérables émigrations de capitaux vers les Etats-Unis; ce mouvement se poursuivit par la suite, bien qu'à un rythme plus lent. Tandis que la crise politique de mars n'avait pas ébranlé les changes, les déplacements de capitaux, ensuite de leur ampleur, déterminèrent la France et la Grande-Bretagne, immédiatement avant le début des hostilités, à procéder à une nouvelle dévaluation de 15 pour cent. Cette mesure a entraîné la chute du bloc-sterling. Outre la Grande-Bretagne et la France, seuls l'Australie, les Indes britanniques, l'Afrique du Sud, le Portugal, l'Egypte et le Japon en font encore partie; la Suède, la Norvège et les Pays-Bas ont aligné leur monnaie sur le dollar; le Canada et le Danemark ont choisi un cours intermédiaire entre la livre et le dollar. Quoi qu'il en soit, les pays du bloc-sterling détiennent encore le 44 pour cent du commerce mondial contre un maximum de 55 pour cent au milieu de 1938.

Etant donné que le cours du franc suisse est demeuré assez stable en 1939 (léger fléchissement par rapport à l'or), les cours des changes étrangers en Suisse traduisent assez exactement les fluctuations monétaires.

Cours des devises à vue en Suisse.

	Décembre 1938 Fr.	Décembre 1939 Fr.	Modification en %
Paris (100 fr.)	11.64	9.92	— 14,8
Londres (1 £)	20.65	17.51	— 15,4
New-York (1 $)	4.42	4.46	+ 0,8
Amsterdam (100 fl.)	240.32	236.73	— 1,5
Stockholm (100 cr.)	106.30	106.10	— 0,2
Copenhague (100 cr.)	92.15	86.—	— 6,7

La limitation de la libre circulation du capital en Grande-Bretagne et en France, instituée immédiatement après le début des hostilités en vue d'éviter tout nouvel affaiblissement du potentiel financier, constitue une autre mesure d'une extrême importance. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un contrôle des changes aussi draconien qu'en Allemagne ou que dans les pays de l'Est européen, l'adoption de cette méthode par les deux grandes puissances libéralistes n'a pas été sans entraîner des conséquences profondes sur les échanges commerciaux et le trafic des paiements. La Suède ayant, elle aussi, pris des mesures restrictives, le secteur où le trafic des paiements est demeuré libre a été considérablement restreint.

Déjà au cours du printemps on constate que les tensions politiques ont réduit la liquidité sur les marchés des capitaux; on enregistre provisoirement une certaine pénurie. En avril, le Trésor britannique se voit obligé de déclarer que la Grande-Bretagne est décidée à poursuivre la politique de l'argent à bon marché.

Pourtant, on constate que, depuis la guerre, il n'a pas été possible d'empêcher la hausse du taux de l'intérêt. Dans l'attente des changements, ou même des bouleversements que la guerre ne laissera pas de provoquer, le capital est resté dans l'expectative, ce dont les cours des obligations d'Etat n'ont pas manqué de se ressentir.

Les Etats belligérants, comme aussi la plupart des pays neutres, ont couvert jusqu'à présent leurs dépenses de guerre et de mobilisation en recourant à leurs réserves, à des emprunts à court terme (Suisse) ou à l'émission de bons du trésor. Aux Pays-Bas, la tentative de lancer un emprunt de défense nationale s'est heurtée à un refus très net du capital, en dépit d'un taux d'intérêt de 4 pour cent. Mais la méthode du financement à court terme ne peut être poursuivie *ad libitum;* dans la mesure où les dépenses nécessitées par la conduite de la guerre ou la mobilisation ne pourront pas être couvertes par des impôts ou des emprunts, les phénomènes inflationistes seront inévitables. C'est pourquoi tous les pays qui ont mobilisé préparent de nouveaux impôts et des emprunts à long terme.

Ensuite de la situation politique incertaine, les marchés des actions sont également demeurés en position d'attente; leur activité s'est ressentie de la crainte que l'insécurité générale faisait peser sur le capital. Le coup de fouet donné à l'activité économique par la reprise américaine de la première moitié de 1938 avait pour ainsi dire perdu toute efficacité en 1939. Il est intéressant de souligner que les cours des actions ont moins violemment réagi à la guerre que les cours des obligations. On a même enregistré des hausses d'actions dans quelques pays neutres, probablement parce qu'on escomptait des fournitures et des bénéfices de guerre. Il se peut aussi que les expériences de la dernière guerre engagent les détenteurs de capitaux à investir leurs disponibilités dans des valeurs non dévalorisables.

Quant aux prix des matières premières, ils n'ont pas subi d'importantes modifications au cours des 8 premiers mois de 1939; d'une manière générale ils ont été légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente. Au printemps, le renforcement de la demande, ensuite de l'intensification des armements, a eu pour conséquence un certain affermissement des prix des métaux, à l'exception du cuivre. Par contre, les réserves considérables de blé et de coton ont continué de peser sur les prix. Si les prix des matières premières, en dépit du rythme accéléré des armements, n'ont pas été en mesure de se relever considérablement jusqu'à la fin du mois, ce phénomène est dû au fait que les besoins accrus des armements ont été compensés, ou neutralisés, par l'hésitation du commerce et de l'industrie à accroître leurs réserves.

La déclaration de la guerre a eu des conséquences profondes sur les marchés. D'une manière générale, la guerre est toujours le signal d'une augmentation considérable et universelle des prix. Mais la désagrégation des échanges internationaux consécutive aux

difficultés de transport a eu pour conséquence une évolution inégale des hausses de prix. En face de l'augmentation considérable enregistrée en Europe ensuite de la pénurie du tonnage et de l'accroissement des risques de transport, les hausses correspondantes sont souvent bien inférieures dans les pays d'outre-mer, pour la simple raison qu'ils disposent de réserves considérables et que la production est encore susceptible d'être étendue. Nous constatons également, comme le montre le tableau ci-dessous, des différences considérables dans l'évolution des prix des divers produits:

	28 déc. 1938	18 août 1939	28 déc. 1939	Modification comparat. à l'année précédente en %
Blé, Chicago	67.38	52.38	102.75	+ 52,5
Sucre brut, Londres	1.16[1]	1.56[2]	1.62[3]	+ 39,7
Café, New-York	4.18	4.26	4.13	— 1,2
Saindoux, Chicago	6.61	5.40	5.98	— 9,5
Coton, New-York	8.85	9.32	11.31	+ 27,6
Laine, Bradford	25.—[1]	25.50[2]	31.75[3]	+ 27,0
Soie brute, New-York	176.50	226.50	426.—	+141,4
Caoutchouc, Londres	8.13	8.75	11.63	+ 43,1
Cuivre, New-York	11.25	10.75[2]	12.50	+ 11,1
Etain, Londres	215.25	229.94	247.63	+ 15,0
Zinc, Londres	13.75[1]	15.20[2]	25.75[3]	+ 87,2
Plomb, Londres	14.94[1]	16.60[2]	25.—[3]	+ 67,3

[1] Au début de janvier 1939. [2] Au début de septembre 1939. [3] Décembre 1939.

A l'exception du café et du saindoux, dont les cours étaient plus bas à la fin de 1939 qu'à la fin de 1938, nous enregistrons partout une hausse, qui comporte néanmoins de larges différences. Les prix du sucre et du blé, par exemple, dépassent d'environ 40, respectivement de 50 pour cent ceux de l'année précédente. En ce qui concerne la hausse du prix du blé, qui succède à une longue période de baisse, elle est due davantage aux estimations de la récolte américaine qu'à la guerre; en effet, les ensemencements sont demeurés considérablement au-dessous de ceux de l'année précédente et même inférieurs à la moyenne des dix dernières années.

Les étoffes tissées ont subi d'importantes augmentations. Le prix de la soie brute a doublé, et même triplé. Comparativement à l'année précédente, le coton marque une hausse de 30 pour cent à New-York et de 60 pour cent à Liverpool. Parmi les métaux, ce sont le zinc (+ 87 pour cent) et le plomb (+ 67 pour cent) qui accusent le plus fort renchérissement. Mais si rapide qu'ait été cette augmentation, il importe de souligner que le niveau actuel des prix n'a pas encore atteint celui résultant de la hausse du printemps 1937. A la fin de 1939, les notations du blé, du coton, du zinc et du plomb étaient encore inférieures de 30 pour cent à celles du maximum de 1937.

Si la hausse des prix constatée depuis la guerre n'a pas été plus rapide, ce phénomène est dû en premier lieu, en ce qui concerne

les métaux, au démantèlement des dispositions restrictives des cartels internationaux des matières premières, ce qui a déterminé un accroissement de la production; quant aux produits végétaux tels que le blé et le coton, le rythme relativement lent de l'augmentation est dû aux réserves considérables disponibles au début de la guerre.

L'évolution ultérieure des prix sera profondément déterminée par celle de la consommation. Nous pouvons dire qu'à l'exception de certains produits immédiatement nécessaires à la fabrication des armements, la consommation n'augmentera qu'à peine; il semble plutôt que, dans certains domaines, elle soit appelée à reculer. D'autre part, la capacité de production de matières premières des pays d'outre-mer n'a pas été réduite par la guerre, tout au moins pour le moment; au contraire, le volume de leur production a considérablement augmenté. Pour ces diverses raisons, il semble qu'en dépit de la guerre nous n'ayons pas à craindre une hausse marquée et constante, du moins provisoirement.

Les augmentations de prix de l'année dernière ont eu pour conséquence une forte élévation de l'indice du commerce de gros. Dans la plupart des pays européens on constate déjà une tendance à la hausse dès le mois d'août, ensuite des réserves effectuées en prévision de la guerre. Aux Etats-Unis, par contre, l'indice était en recul jusqu'à ce moment. L'augmentation intervenue depuis est minime; à la fin de l'année, comparativement à fin 1938, elle n'était que de 2½ pour cent. Par contre, l'indice du commerce de gros des Etats européens est fortement ascendant, notamment en Belgique et au Danemark (+ 30 pour cent en chiffre rond comparativement à la fin de 1938), en Grande-Bretagne (+ 23 pour cent), en Suède, en Norvège et aux Pays-Bas (+ 16 à 20 pour cent).

Tous les pays se sont efforcés, par un contrôle sévère des prix, de limiter les conséquences de cette évolution sur le coût de la vie. Il était impossible de les éviter entièrement, si bien que, presque partout, l'indice du commerce de détail accuse une tendance à la hausse, mais sensiblement moins marquée que dans le commerce de gros. Le tableau ci-dessous, établi sur la base des chiffres dont nous disposions, donne une idée du renchérissement du coût de la vie de décembre 1938 à décembre 1939:

Etats-Unis (jusqu'à novembre 1939)	sans changement
Grande-Bretagne (jusqu'à novembre) .	+ 10,5 %
France (jusqu'à juin)	+ 2,5 %
Suède (jusqu'à décembre)	+ 7,8 %
Norvège (jusqu'à novembre) . . .	+ 5,9 %
Danemark (jusqu'à septembre) . .	+ 3,8 %
Pays-Bas (jusqu'à novembre) . . .	+ 4,9 %
Belgique (jusqu'à octobre)	— 1,1 %

Aux Etats-Unis, le coût de la vie est donc demeuré sans changement jusqu'au mois de novembre; en Belgique (jusqu'à octobre) on enregistre même un léger recul. La France n'a plus publié

d'indice ultérieurement au second trimestre; à cette époque il était supérieur de 2½ pour cent à celui de novembre 1938 et il a certainement augmenté depuis. Au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège, le renchérissement est de 4 à 6 pour cent; il atteint 8 pour cent en Suède. C'est en Grande-Bretagne qu'on enregistre la hausse la plus forte (10½ pour cent); elle est déterminée non seulement par les augmentations de prix sur le marché mondial mais aussi par la récente dévaluation.

La reprise de la production industrielle mondiale, qui a commencé en 1938, sest poursuivie l'année dernière, quoique à un rythme plus lent. Mais plus qu'à un assainissement naturel de la situation économique, cette évolution est due à l'accélération des armements.

Le dernier indice de la Société des Nations relatif à la production industrielle mondiale (sans la Russie) date de juin 1939; les chiffres du second trimestre doivent être considérés comme provisoires. De décembre 1938 à juin 1939 cet indice a passé de 101,6 à 103,4 (1929 = 100). La tendance à la hausse est plus marquée encore si l'on compare entre elles les moyennes des premiers six mois de 1938 et de 1939 (14 pour cent).

Depuis septembre 1939, les Etats belligérants ont entièrement adapté leur économie intérieure à la conduite de la guerre. Avec une main-d'œuvre réduite, l'industrie doit réaliser une production maximum. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de suivre cette évolution, tous les pays belligérants ayant cessé de publier les chiffres relatifs à l'ampleur de leur production qui, élément essentiel de la conduite de la guerre, est assimilée à ses secrets. On peut admettre sans crainte de se tromper que la production industrielle mondiale a continué de s'accroître au cours du second semestre 1939. Aux Etats-Unis, par exemple, l'indice de la production industrielle a passé de 82 à 105 de juin à novembre; elle est certainement en accroissement, notamment en ce qui concerne la fabrication des armements, dans les pays industriels les plus importants. Dans ces conditions, il semble que nous puissions admettre partout un recul de la production des biens de consommation au bénéfice des biens de production. C'est ce qui ressort du tableau ci-dessous:

Indice de la production (1929 = 100).
(Moyenne des 11 premiers mois.)

	1938	1939	Augmentation en %
Etats-Unis	71,0	87,1	22,7
Grande-Bretagne [1]	118,2	123,1	4,1
France [1]	77,3	87,3	12,9
Allemagne [2]	122,8	133,4	8,6
Suède	146,1	154,2	5,5
Danemark	134,6	143,7	6,8
Belgique	69,5	76,6	10,3

[1] Moyenne des 6 premiers mois. [2] Moyenne des 7 premiers mois.

En dépit de la régression provisoire de la production des Etats-Unis au printemps 1939, c'est ce pays qui accuse la plus forte augmentation. Les résultats de l'industrie française sont d'autant plus remarquables qu'ils succèdent à une longue période de stagnation. De même, la production belge, qui avait fortement reculé en 1938, enregistre une réjouissante amélioration. Dans les Etats scandinaves, le volume de la production est environ une fois et demi supérieur à celui de 1929. L'accroissement de la production allemande s'est poursuivi.

Jusqu'au mois d'août, les chiffres du commerce mondial ne dépassent guère ceux de l'année précédente. Si l'accélération de la production industrielle ne ressort pas plus nettement du volume du commerce mondial, ce phénomène est certainement dû au fait que l'augmentation de la demande d'armements a été pour ainsi dire compensée par la prudence observée par l'économie privée.

Nous pouvons admettre qu'immédiatement avant la déclaration de la guerre l'évolution du commerce mondial a été ascendante ensuite de l'accumulation générale des réserves. Depuis la guerre, les pays les plus importants, la France et l'Allemagne par exemple, ne publient plus les chiffres de leur commerce extérieur. La guerre a naturellement pour effet une compression draconienne des chiffres de vente; elle met fin à toute relation commerciale entre les pays belligérants. A cela s'ajoute le blocus de l'Allemagne par les Alliés qui, depuis le mois de décembre, frappe non seulement les marchandises réputées de contrebande mais encore les exportations allemandes, bien qu'imparfaitement. Ensuite de ces mesures, les importations allemandes en provenance des Etats-Unis, sur la base de la statistique américaine du commerce, sont tombées de 8,6 millions de dollars à 3000 dollars de novembre 1938 à novembre 1939. En réalité, ce recul n'est pas aussi considérable, l'Allemagne étant encore en mesure d'importer par l'intermédiaire d'autres pays. En revanche, le trafic commercial de l'Allemagne avec les pays balkaniques et danubiens a enregistré un certain développement, mais qui ne saurait compenser que bien insuffisamment l'anéantissement des échanges commerciaux avec les pays d'outre-mer.

Les dangers que les sous-marins et les mines font courir aux transports maritimes ont ajouté de nouvelles entraves à l'évolution du commerce mondial. Pourtant, les pertes subies par les flottes marchandes ne constituent qu'un faible pourcentage du tonnage mondial. Selon des renseignements de source suédoise, elles ont atteint 900,000 tonnes au cours des quatre premiers mois de guerre, soit 1,3 du tonnage mondial; il semble que ce chiffre soit déjà compensé par les nouvelles constructions. Mais si ces pertes frappent avant tout l'Empire britannique (500,000 tonnes ou 2,4 pour cent du tonnage), les Etats neutres n'enregistrent pas moins la destruction de 275,000 tonnes (plus de la moitié du tonnage perdu par la Grande-Bretagne). De septembre à décembre, l'Alle-

magne, dont la navigation est pour ainsi dire paralysée et dont les navires de commerce ont pratiquement disparu de la surface des mers, a perdu 118,000 tonnes, soit 2,6 pour cent de son tonnage. Un tonnage allemand plusieurs fois supérieur est bloqué dans les ports neutres. Si l'on compare ces pertes avec celles de la dernière guerre, on constate qu'elles sont supérieures à celles de 1914 mais très inférieures à celles de 1917, exception faite pour les pays neutres.

Jusqu'au mois d'août le volume croissant de la production industrielle a entraîné, dans la plupart des pays, une amélioration du marché du travail. Aux Etats-Unis, par exemple, le chômage a passé de 8,1 millions en août 1938 (maximum) à 6,1 millions en août 1939 pour tomber à 5,5 millions en octobre. La guerre et la mobilisation ont apporté un nouvel allégement du marché du travail; parallèlement, les dérangements fonctionnels de l'économie causés par la nouvelle conflagration européenne ont eu pour résultat une aggravation provisoire du chômage dans certaines branches. Tel est notamment le cas en Grande-Bretagne au cours des deux premiers mois de la guerre; mais en novembre et en décembre le chômage recule et fait même place à une amélioration comparativement à l'année précédente (1,8 millions en décembre 1938 contre 1,3 millions en décembre 1939). La Belgique et le Danemark, contrairement à la plupart des autres pays, enregistrent une augmentation.

Depuis la guerre un certain nombre d'Etats ont cessé de publier les statistiques de chômage; d'autres s'arrêtent à l'automne 1939. Dans ces conditions, nous renonçons à dresser un tableau des fluctuations du chômage au cours de l'année qui vient de s'écouler.

L'évolution économique dans les différents pays.

La reprise économique enregistrée aux Etats-Unis au cours du second semestre 1938 a fait des progrès rapides en 1939, n'enregistrant qu'une courte interruption au printemps. L'indice général de la production industrielle (1929 = 100) a passé de 86 au début de l'année (tombant à 77 lors de la rechute du printemps) à 101 en octobre (dépassant la moyenne de 1929) et à 105 en novembre. Pour les onze premiers mois de 1939 l'indice moyen de la production a été supérieur de 23 pour cent ou de près d'un quart à celui de la période correspondante de 1938.

La reprise de la conjoncture est encore plus marquée dans l'industrie de l'acier, extrêmement sensible aux fluctuations de la conjoncture. Sa production s'est accrue de 64 pour cent au cours des onze premiers mois; elle n'est plus inférieure que de 10 pour cent au niveau moyen de 1929. Depuis septembre particulièrement, la courbe de la production des aciéries est montée en flèche. Alors que de mai à août 1939 elle a passé de 2,97 à 3,82 millions de tonnes (+ 23 pour cent), elle a atteint 5,5 millions de tonnes de-

puis septembre (+ 44 pour cent), ce qui traduit nettement l'influence de la guerre. La production du fer brut a battu un nouveau record en novembre. Le degré d'occupation des fabriques d'automobiles est extrêmement favorable; leur production est supérieure de 50 pour cent à celle de l'année précédente. De même, les fabriques d'avions travaillent à un rythme accéléré. La conjoncture de l'industrie du bâtiment, déjà satisfaisante en 1938, s'est encore améliorée en 1939. La valeur des contrats de construction conclus en 1939 est supérieure de 15 pour cent à celle de 1938, si bien que le maximum de 1929 est de nouveau atteint. Au cours de tous les mois considérés, l'activité privée de l'industrie du bâtiment (par opposition aux travaux de l'Etat) a été plus intense que celle de l'année précédente. Pourtant, en dépit de l'évolution favorable de la production industrielle, les Etats-Unis enregistraient encore 5,5 millions de chômeurs en octobre.

Jusqu'à l'automne, comme d'ailleurs au cours de toute l'année précédente, l'agriculture a souffert du bas prix de ses produits, notamment de ceux du blé et du coton. Mais on peut admettre que le pouvoir d'achat de l'agriculture augmentera progressivement, parallèlement à la hausse des prix sur le marché mondial.

L'activité croissante de l'industrie du bâtiment, les commandes considérables passées à l'industrie des armements, aussi bien par les puissances étrangères que par l'armée et la marine américaines elles-mêmes, l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et la diminution des stocks comparativement à 1937 constituent autant de signes d'une continuation, tout au moins pour un certains temps, de la reprise économique aux Etats-Unis.

En 1939, la *Grande-Bretagne* a enregistré une reprise extraordinairement nette. Au cours du premier semestre, l'économie britannique a été en mesure de compenser presque entièrement les effets de la régression qui s'est maintenue du milieu de 1937 au milieu de l'année suivante. C'est avant tout l'énorme renforcement des armements qui a donné l'élan nécessaire à cette reprise. En juillet 1939 (nous ne disposons d'aucun chiffre ultérieur), la production de l'acier dépassait de près de 70 pour cent celle de l'année précédente. Pourtant, l'ascension de l'indice général de la production n'a pas suivi le même rythme; au cours du deuxième trimestre (dernier chiffre connu), l'indice ne dépassait que de 10 pour cent celui de la même période de 1938. Le recul du chômage, de 1,71 millions en janvier 1939 à 1,01 millions en août, est le signe le plus net de la reprise. Immédiatement avant la déclaration de la guerre le chômage était donc inférieur à celui de l'été 1937, point culminant de la conjoncture britannique avant la rechute 1937/38.

Au début des hostilités l'économie britannique se heurta à de sérieuses difficultés de transition, notamment en ce qui concerne le commerce extérieur, l'industrie du bâtiment et de nombreuses autres branches de l'économie intérieure. Cette période d'adaptation à l'économie de guerre entraîna, comme nous l'avons déjà

mentionné, une recrudescence momentanée du chômage, avant tout dans le commerce, le bâtiment et l'hôtellerie. Mais ces dérangements furent assez facilement surmontés. Depuis lors, la production des branches nécessaires à la conduite de la guerre est en augmentation constante. Après un recul sérieux en septembre, le commerce extérieur s'est également redressé. En décembre, les importations étaient supérieures de 17 pour cent et les exportations de 3 pour cent à celles du même mois de 1938.

La hausse considérable du coût de la vie a déterminé des revendications et des augmentations de salaire.

Après une stagnation déprimante, et qui a duré des années, *l'économie française* est entrée dans une période de conjoncture dont les résultats ne le cèdent en rien à ceux de l'économie britannique. Cette reprise rapide est due en grande partie au renforcement de la défense nationale, bien que dans une mesure moindre qu'en Angleterre. Après avoir augmenté de mois en mois, l'indice de la production, en juin 1939, dépassait de 20 pour cent celui de l'année précédente. Il semble que ces derniers temps la production mensuelle française de l'acier ait atteint 820,000 tonnes (contre 534,000 tonnes en novembre 1938), dépassant ainsi la production moyenne de 1929.

La prolongation de la durée du travail en avril et en septembre a été l'une des conditions essentielles de cet accroissement gigantesque de la production. Depuis le mois d'avril chaque entreprise est libre de porter la durée du travail jusqu'à concurrence de 45 heures, sans indemnités pour heures supplémentaires. Ces dernières ne commencent à être versées qu'à partir de la 46e heure; en outre, le taux de l'indemnité a été considérablement baissé comparativement à la période antérieure. Dans les industries indispensables à la conduite de la guerre la durée du travail a été portée à 60 heures; dans certaines circonstances elle peut atteindre jusqu'à 72 heures. Ensuite des longues années de crise l'industrie française manque de main-d'œuvre et notamment d'ouvriers qualifiés. C'est pourquoi, en novembre 1939, un Secrétariat général pour la mobilisation, ou si l'on veut pour l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre a été adjoint au Ministère du travail. Cet organisme centralise le recrutement et la répartition de la main-d'œuvre destinée aux industries nécessaires à la conduite de la guerre.

Aujourd'hui, après 5 mois de guerre seulement, la collaboration économique des deux grandes puissances occidentales est beaucoup plus étroite qu'au cours de toute la dernière conflagration mondiale. A l'heure actuelle la France et la Grande-Bretagne constituent une communauté monétaire dans le cadre de laquelle les paiements ne nécessitent ni or, ni devises. Il semble que cette collaboration s'étende aussi à la production où, pour répondre aux nécessités militaires, on s'efforce de systématiser la division du travail. Cette évolution n'en est encore qu'à ses débuts. En outre, grâce à leurs colonies et à leurs Dominions, la France et la Grande-

Bretagne sont en mesure de couvrir la plus grande partie de leurs besoins en matière premières et denrées alimentaires. La Grande-Bretagne tend même, par l'achat de quantités considérables de matières premières, de dominer le marché mondial en ce qui concerne certains produits, notamment la laine. Cette politique économique ne laissera pas d'exercer une influence profonde sur le commerce mondial, et en particulier sur les Etats neutres qui entretiennent des relations commerciales étroites avec les deux grandes puissances occidentales. Mais la nécessité où elles se trouvent d'éviter que les pays neutre ne se jettent, économiquement parlant, dans les bras de l'Allemagne, les empêchera de prendre des mesures entravant par trop l'existence économique des non-belligérants.

Les grandes puissances ne sont pas seules à avoir contribué à l'amélioration de la conjoncture; les petits Etats, également obligés de renforcer leur défense nationale, y ont collaboré d'une manière qui n'est pas négligeable. C'est notamment le cas pour les pays scandinaves. En *Suède,* la reprise économique qui s'est manifestée vers le milieu de 1938 n'a pas cessé de progresser. Au cours des 11 premiers mois de 1939, la production industrielle a été en moyenne de 5,5 pour cent plus élevée qu'au cours de la même période de l'année précédente. Elle a dépassé le maximum de 1937. La production de l'industrie sidérugique a été notablement supérieure à celle de 1938, les chantiers navals ont été pleinement occupés et l'activité de l'industrie du bâtiment a été des plus réjouissantes. Dans le domaine monétaire mentionnons, ensuite de la nouvelle dévaluation britannique d'août 1939, l'abandon du bloc-sterling auquel la couronne suédoise était rattachée depuis 1931. Depuis l'agression russe en Finlande, la Suède a inauguré une politique des devises revêtant une forme très souple.

La *Belgique,* qui avait subi un recul extrêmement violent de la conjoncture en 1938 enregistre, dès le deuxième trimestre de 1939, une reprise très nette de son activité économique. En moyenne, la production a dépassé de 10 pour cent en chiffre rond celle de l'année précédente. Depuis la guerre, et en dépit de la prolongation de la durée du travail, la production du charbon ne parvient pas à satisfaire la demande indigène et étrangère. On étudie actuellement la possibilité de l'intensifier. La situation de l'industrie du fer et de l'acier, dont la production peut être facilement écoulée en dépit de l'augmentation des prix, est extrêmement favorable. Bien que les commandes — qui avaient atteint une ampleur considérable — aient légèrement diminué, le degré d'occupation des fabriques de textile est encore excellent. L'industrie du verre, par contre, se heurte à de graves difficultés. L'activité du bâtiment est extraordinairement faible.

En *Allemagne,* la tension constatée dans tous les domaines de l'économie s'est plutôt accrue. En conséquence le rythme de la production s'est sensiblement ralenti comparativement aux années

précédentes. Il semble que cette remarque s'applique également à la période qui s'est écoulée depuis la déclaration de la guerre, l'Allemagne disposant de réserves bien inférieures à celles de la France et de la Grande-Bretagne. Mais il ne s'agit là que d'une hypothèse parce que nous ne disposons plus d'aucune donnée sur la production allemande depuis quelques mois. Les efforts excessifs demandés à l'économie allemande se manifestent, entre autres choses, par la désorganisation des transports. Les chemins de fer allemands manquent de matériel roulant et le personnel est surmené. Pour parer à la pénurie de locomotives et de charbon, le trafic-voyageurs a dû être réduit considérablement pour permettre un déroulement plus ou moins normal du trafic-marchandises.

Dès le début de la guerre, afin d'accroître le rendement industriel, les dispositions relatives à la protection ouvrière ont été suspendues en partie. La limitation de la durée du travail et les vacances, de même que les suppléments pour heures supplémentaires, le travail de nuit et du dimanche ont été supprimés. En outre, une ordonnance décréta que les taux de salaire en vigueur ne pourraient pas être augmentés pendant toute la durée de la guerre. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et il semble bien que cette prolongation de la durée du travail n'ait pas permis de réaliser l'accroissement de la production qu'elle avait pour objet (ou encore qu'elle ait entraîné un trop sérieux mécontentement dans les rangs des travailleurs. Réd.), ce qui semble ressortir de l'abrogation partielle des mesures mentionnées plus haut. Il est même probable que ces dernières aient eu pour conséquence un recul de la production, phénomène déjà enregistré à la suite de la prolongation du travail dans l'industrie minière. On peut aussi admettre que ces mesures ont été rapportées pour des raisons d'ordre social afin, pendant la durée des hostilités, d'éviter des tensions sociales trop fortes au sein de la classe ouvrière et de ne pas compromettre «l'unité du front intérieur».

Mais on peut dire qu'en Allemagne l'économie de guerre est en voie d'organisation depuis 1933, depuis l'avènement du régime hitlérien. C'est pourquoi, en septembre, la déclaration de la guerre, attendue depuis longtemps, n'a pas exigé un effort d'adaptation comparable à celui qui a été nécessaire en France et en Grande-Bretagne. Cela ne veut pas dire que le passage de la paix — ou de la paix armée — à la guerre n'ait pas été sans certains frottements; au début des hostilités, certaines branches de l'économie (fabrication du textile, de la chaussure, commerce de détail), dont les possibilités de débouché ont été anéanties par les mesures draconiennes de rationnement, ont dû licencier des ouvriers en grand nombre. Comme ces derniers, ensuite de leur spécialisation, n'ont pu être versés sans autre à l'industrie des armements, il en est résulté un accroissement temporaire du chômage.

L'évolution économique de l'*Italie* a continué d'être commandée par l'autarcie et le réarmement, qui exigent des investissements

considérables. Les industries du textile et des métaux, notamment, ont fait des progrès très sérieux dans la voie de l'autarcie. Les textiles destinés à la consommation intérieure sont confectionnés à l'aide de succédanés tels que le lanital (laine à base de caséine). Par contre, les tissus d'exportation continuent d'être à base de produits naturels. La métallurgie s'efforce de remplacer le cuivre, le laiton, le zinc et l'étain par des métaux légers.

Le volume de la production italienne s'est également accru au cours de l'année écoulée, quoique à un rythme moins rapide que dans les autres pays. L'industrie textile s'est relevée du grave marasme de l'été 1938. La main-d'œuvre a augmenté. Depuis la déclaration de la guerre l'Italie bénéficie d'une conjoncture favorable. Bien que l'industrie des armements soit pleinement occupée ce sont avant tout la navigation et les chemins de fer qui profitent de la neutralité, ou l'état de non-belligérance comme l'appellent les Italiens. Les compagnies italiennes de navigation, grâce à la presque disparition de la concurrence et à la sécurité qu'elles offrent aux passagers, ont été en mesure d'intensifier le trafic vers les pays d'outre-mer. Les transatlantiques et les cargos sont à peine en mesure de satisfaire à la demande, qui dépasse les possibilités de transport. Les chantiers navals ont un tonnage considérable en construction.

La hausse des cours des actions enregistrée au cours du troisième trimestre traduit bien l'amélioration de l'activité économique italienne.

L'évolution ultérieure de l'économie mondiale dépend entièrement du déroulement des hostilités. Si elles se prolongeaient longtemps, l'économie devrait s'adapter encore plus étroitement aux besoins de la conduite de la guerre, ce qui finirait par rompre les derniers liens avec l'économie de paix. Les efforts économiques augmenteront alors d'intensité, entraînant des tensions qui risquent d'être dangereuses et d'influencer défavorablement le cours de la guerre pour la puissance ou le groupe de puissances où elles seront les plus fortes. Il n'est pas besoin d'insister sur le fait que dans tous les pays, qu'ils soient belligérants ou neutres, les interventions de l'Etat se multiplieront. Plus la guerre sera longue et plus il sera difficile de revenir à une économie de paix. Il est même vraisemblable que la réadaptation à un régime économique normal posera des problèmes infiniment plus difficiles à résoudre que la mise en marche de l'économie de guerre.